

Pouvoir d'emprunt

M. Malone: Monsieur le Président, comme nous savons ce que nous voulons, je soutiens la proposition de mon collègue. J'ai souligné le nombre de fois que le gouvernement a dû se présenter devant la Chambre pour lui réclamer l'autorisation de contracter des emprunts et prouver ainsi sa grande incurie. Pourtant, je ne souscrirai jamais au principe de l'endettement sans explication aucune ou encore sans objet ou budget précis. Le gouvernement devrait emprunter seulement la somme dont il a besoin, et non pas 2 milliards de dollars de plus dont il ne sait pas trop ce qu'il fera. En obligeant le gouvernement à se présenter une fois de plus devant la Chambre, nous l'amenons à prouver son incompétence. Il devrait donc demander une nouvelle autorisation à la Chambre.

Nous sommes d'accord à ces deux égards, mon collègue et moi, car nous avons tous deux raison. J'estime que les Canadiens n'y verront aucune objection. Et nous montrerons ainsi que les libéraux empruntent constamment beaucoup trop d'argent.

M. Orlikow: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au député de Crowfoot (M. Malone). Il a imputé le brusque déclin du secteur pétrolier de l'Alberta au Programme énergétique national mis de l'avant par le gouvernement. Aux États-Unis, par exemple, dont le président actuel est par rapport à ses prédécesseurs depuis près d'un demi-siècle, l'un des plus favorables au milieu des affaires, la situation est la même. Des revues américaines comme le *Time* et d'autres révèlent que la majorité des derricks pétroliers en pleine activité il y a deux ou trois ans ont été abandonnés. D'après les comptes rendus de la presse américaine, cet abandon s'explique du fait que les travaux de prospection pétrolière et de forage de puits avaient été entrepris il y a quelques années en prévision d'une augmentation annuelle de 10 à 15 p. 100 du cours mondial du pétrole. Le nouveau pétrole obtenu par du forage ou extrait soit des schistes bitumineux du Colorado, soit des sables bitumineux, serait trop dispendieux et n'arriverait pas à concurrencer le pétrole classique pendant les deux ou trois prochaines années.

● (1220)

Si c'est la situation qui prévaut aux États-Unis et dans d'autres pays—je ne cherche pas en l'occurrence à défendre tous les aspects de la politique pétrolière de ce gouvernement libéral—pourquoi diable le député persiste-t-il ainsi à blâmer le gouvernement pour la paralysie d'une grande partie du secteur pétrolier de l'Alberta? Je trouve que la conjoncture en Alberta et ailleurs au Canada est la même que dans les autres pays du monde, étant donné que le prix mondial du pétrole non seulement n'augmente pas, mais qu'il devrait encore baisser d'ici un an ou deux.

M. Malone: A l'instar des autres pays du monde, monsieur le Président, le Canada se ressent manifestement de la conjoncture mondiale. Mais la différence, et elle est importante, c'est que contrairement au Canada, les États-Unis ont augmenté leur production de pétrole. Aussi, les Américains progressent-ils beaucoup plus que nous dans la voie de l'autarcie énergétique.

M. Blais: C'est de la foutaise, tout cela, et vous le savez.

M. Malone: C'est la réalité absolue. Nous, par contre, nous continuons d'importer d'énormes quantités de pétrole. Nous devrions réduire nos importations, de façon à favoriser chez

nous la création d'emplois et à bien engager le Canada dans la voie de l'autarcie énergétique. Le programme que le gouvernement a mis en œuvre ne risque certes pas de l'engager dans cette voie. Il vise simplement à spolier l'entreprise privée au profit du gouvernement et à forcer les Canadiens à payer davantage chaque fois qu'ils font le plein. Il n'ajoute rien aux réserves de pétrole et oblige les Canadiens à payer fort cher au gouvernement le privilège de pouvoir dire: «Ça nous appartient». Par conséquent, ce n'est pas aux Canadiens que le pétrole appartient, mais au gouvernement. C'est un objectif qui est tout à fait étranger à la nécessité d'accroître la production pétrolière, de créer la richesse chez nous et de multiplier les emplois. En fait, le Canada est en perte de vitesse sur ces trois plans.

Le président suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Avant que la Présidence n'autorise le prochain député, en l'occurrence le député de Végréville (M. Mazankowski), à prendre la parole, je tiens à rappeler à la Chambre que la période de huit heures prévue pour le débat va prendre fin à 12 h 27. Selon moi, le député qui aura la parole à ce moment-là pourra continuer de parler jusqu'à ce que ses vingt minutes soient écoulées, après quoi il y aura une période de questions et réponses de dix minutes. Par la suite, les députés qui participeront au débat n'auront plus droit qu'à dix minutes chacun.

M. Blais: Monsieur le Président, j'ai écouté le député qui vient de parler avec beaucoup d'intérêt. J'ai une question à lui poser.

Le président suppléant (M. Blaker): Pour ce faire, le député devrait au préalable obtenir le consentement unanime de la Chambre, car la période de dix minutes consacrées aux questions et aux réponses est terminée. Le député demande-t-il le consentement unanime de la Chambre?

M. Blais: Je ne l'obtiendrai sûrement pas, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Blaker): Je vais tout de même poser la question à la Chambre en son nom. Y a-t-il consentement unanime.

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Blaker): Le ministre n'a pas obtenu le consentement unanime. C'est donc le député de Végréville qui a la parole.

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Monsieur le Président, selon moi, l'échange qui vient tout juste d'avoir lieu entre le député de Crowfoot (M. Malone) et le ministre d'État (Finances) (M. Cosgrove) montre sans l'ombre d'un doute que c'est le gouvernement libéral qui a perdu la tête. A preuve, les résultats de l'élection partielle de Brandon-Souris, mardi dernier. Les habitants de cette circonscription savent que le gouvernement libéral a perdu la tête. Seulement 17 p. 100 d'entre eux ont décidé de voter pour les libéraux. Cela devrait leur montrer qu'ils ne sont maintenant plus que le troisième parti en importance dans l'ouest du pays. Les habitants de l'Ouest et un nombre croissant de Canadiens se rendent compte que le gouvernement est coupé de la réalité, incompétent, corrompu et plein d'éléments inutiles et que la seule chose honorable qui lui reste à faire est de déclencher des élections, afin d'assainir l'atmosphère.